



**HAL**  
open science

**MOBILISER LA " SCIENCE " EN INVESTISSANT  
L'ARÈNE EUROPÉENNE: LES RESSOURCES  
PARADOXALES DE L'EUROSCEPTICISME DU  
PARTI CIVIQUE DÉMOCRATIQUE TCHÈQUE  
(ODS)**

Laure Neumayer

► **To cite this version:**

Laure Neumayer. MOBILISER LA " SCIENCE " EN INVESTISSANT L'ARÈNE EUROPÉENNE: LES RESSOURCES PARADOXALES DE L'EUROSCEPTICISME DU PARTI CIVIQUE DÉMOCRATIQUE TCHÈQUE (ODS). *Sociétés contemporaines*, 2010, 80, pp.113-132. halshs-00963695

**HAL Id: halshs-00963695**

**<https://shs.hal.science/halshs-00963695v1>**

Submitted on 21 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Laure Neumayer**  
**Université Paris 1 Panthéon Sorbonne**  
**CRPS (Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne), UMR 8057**  
**14 rue Cujas**  
**75231 Paris Cedex 05**

**laure.neumayer@univ-paris1.fr**

**Mobiliser la « science » en investissant l'arène européenne : les ressources paradoxales de l'euroscpticisme du Parti civique démocratique tchèque (ODS)**

Exploiting « science », using European forums: the paradoxical Euroscepticism of the Czech Civic Democratic Party (ODS)

Une interprétation courante de l'euroscpticisme repose sur une dichotomie entre des partis de gouvernement pro-européens qui respectent les règles du jeu politique et des formations protestataires euroscptiques qui les remettent en cause. On raisonne alors dans des espaces politiques nationaux pris isolément, sans considérer que les acteurs partisans sont insérés dans des configurations plus larges. Or un positionnement à la frontière avec l'espace académique national ou l'arène politique européenne peut procurer les ressources nécessaires à la légitimation des critiques de l'intégration européenne. Une étude de cas centrée sur la production de l'expertise européenne du parti conservateur tchèque ODS, et de l'usage de cette « science » dans les réseaux libéraux euroscptiques, permet de montrer le paradoxe de cette idéologie qui voit la contestation de l'espace politique transnational européen se dessiner elle-même sur un mode européenisé.

Euroscepticism is often interpreted through a dichotomy between pro-European government parties which respect the rules of political competition and Eurosceptic protest parties which question them. Political actors are studied within closed national political fields, disregarding the fact that they are included in broader networks. Yet a position at the junction between the national political field and the academic field or the European political forums can provide valuable resources to legitimize the criticism of European integration. This article offers a case study focused on the development of European expertise for the Czech conservative party ODS and the way its leaders use this « science » in Eurosceptic liberal networks. It highlights the paradox of a Eurosceptic ideology which contests the European transnational political arena while simultaneously relying on it.

Les phénomènes qualifiés « d'euroscpticisme », en tant que terme générique pour signifier la critique de la construction communautaire, ont été largement étudiés par la science politique, dans les Etats membres de longue date de l'Union européenne puis dans les pays postcommunistes (Harmsen et Spiering, 2004, Harmsen, 2005, Costa, Roger et Saurugger, 2008). Un vaste pan de cette littérature repose sur l'élaboration de typologies distinguant différents degrés et motifs d'opposition à l'intégration européenne, à partir du postulat selon lequel les positions sur la construction communautaire constituent un signe de radicalité ou de modération idéologique (Szczerbiak et Taggart, 2008). La thématique européenne est cependant intégrée à la compétition politique de manière plus complexe que ne le laisse supposer une dichotomie entre des partis de gouvernement « pro-européens » qui respectent les règles du jeu politique, et des formations protestataires euroscptiques qui les remettent en cause. L'une des faiblesses d'une telle interprétation consiste à raisonner dans des espaces politiques nationaux pris isolément, sans considérer que les acteurs partisans sont insérés dans des configurations plus larges. Se pencher sur les articulations entre l'arène politique nationale et d'autres secteurs sociaux permet au contraire de comprendre pourquoi des critiques virulentes de l'intégration européenne ne produisent pas toujours la disqualification couramment attachée au label « euroscptique ». La remise en cause des modalités de la construction européenne peut en effet être légitimée par la circulation entre plusieurs espaces (politique, juridique, administratif, intellectuel...) au niveau national ou par un positionnement à l'interface entre les arènes nationales et supranationales de compétition partisane qui permet à certains acteurs d'acquérir à ce niveau la reconnaissance qui leur fait défaut au niveau interne (Neumayer, Roger et Zalewski, 2008).

C'est notamment le cas du principal parti conservateur tchèque, le Parti Civique Démocratique (ODS), qui occupe une place centrale dans l'espace politique national depuis sa création en 1991<sup>1</sup>, bien que ses dirigeants contestent depuis le milieu des années 1990 le consensus pro-européen qui a gouverné la constitution des espaces politiques postcommunistes<sup>2</sup>. Après avoir adopté des positions ambiguës sur l'entrée dans l'UE jusqu'au référendum d'adhésion de 2003, ces derniers ont rejeté certains de ses projets les plus cruciaux - prédisant l'échec de la monnaie unique, refusant le Traité constitutionnel européen puis le Traité de Lisbonne, affirmant que la Charte des Droits fondamentaux conduirait au nivellement par le bas de la protection des droits de l'homme dans le pays<sup>3</sup>. Cette remise en

---

<sup>1</sup> Créé au printemps 1991 après la scission de l'organisation de la dissidence tchécoslovaque Forum Civique, l'ODS gouverna en coalition avec des petits partis conservateurs de 1992 à 1997. Son président Václav Klaus était alors Premier ministre. Après deux échecs électoraux consécutifs, celui-ci laissa la tête du parti en décembre 2002 à Mirek Topolánek, avant d'en devenir le président d'honneur puis d'être élu président de la République tchèque en février 2003. L'ODS revint au pouvoir en juin 2006 jusqu'à la chute du gouvernement Topolánek en mars 2009.

<sup>2</sup> Si le rapprochement avec la CEE était critiqué par quelques acteurs politiques centre-européens dès le début des années 1990, ces réticences se sont intensifiées après l'ouverture des négociations d'adhésion en 1998. Des positions « euro-réalistes », favorables à la construction communautaire dans son principe mais critiques quant aux conditions d'adhésion, se sont diffusées dans les espaces politiques. Dans le cas tchèque, outre l'ODS, seul le parti communiste KSČM a émis des réserves sur l'entrée dans l'UE avant 2004 en dénonçant l'excessive libéralisation économique qu'elle impliquait - sans pour autant appeler à renoncer à l'adhésion (Neumayer, 2006).

<sup>3</sup> Après avoir soutenu l'adhésion à l'UE en dépit des critiques formulées par Václav Klaus, l'ODS a vivement contesté l'intégration européenne à partir de 1997, sous l'influence de plusieurs facteurs : l'ouverture des négociations d'adhésion, un long passage dans l'opposition, et une scission qui a vu l'aile europhile du parti fonder une nouvelle formation, l'Union de la Liberté, en février 1998. Dès lors le courant pro-européen du parti a quasiment disparu - à l'exception de quelques individus comme le député Jaroslav Zvěřina, à qui la direction de l'ODS a attribué une position de pouvoir (la présidence puis la vice-présidence de la Commission

cause de la construction communautaire a pour caractéristique principale de reposer sur la science comme principe de légitimation. Or si l'on se penche sur les acteurs qui produisent ce savoir sur l'Europe, on constate que ces derniers doivent leur statut d'experts à un capital social et intellectuel qui n'est pas négligeable mais semble insuffisant pour assurer une position autre que subordonnée dans l'espace intellectuel national. C'est leur intégration à un réseau international qui leur permet de renforcer leur crédibilité et de faire fructifier un capital intellectuel limité en le mêlant à un capital social cosmopolite (Wagner, 1998, Georgakakis, 2002, Kauppi, 2005, Dezalay et Rask Madsen, 2006). L'ODS a ainsi su utiliser des positions au croisement des espaces politique et intellectuel pour produire un discours qui fait sens à la fois au niveau national, et dans les réseaux internationaux libéraux constitués autour de la critique de l'intégration européenne. On touche là au paradoxe de l'idéologie eurosceptique, qui voit la contestation de l'espace politique transnational européen se dessiner elle-même sur un mode européenisé.

Après avoir détaillé le processus de spécialisation dans les questions européennes qui a permis à ce groupe d'experts de se constituer pendant la période de pré-adhésion et de produire des *policy papers* influents, on élargira l'analyse en se penchant sur le recours à la science par les dirigeants de l'ODS, pour en souligner la fonction de légitimation sur le plan interne (la consolidation de la position du parti et de son premier dirigeant Václav Klaus) et externe (l'insertion dans les réseaux eurosceptiques internationaux à travers le *think tank* CEP et le rapprochement avec le parti conservateur britannique).

Cette recherche a été menée dans le cadre du projet ANR « Reconfiguration des jeux politiques populistes en Europe » pilotée par Antoine Roger (IEP Bordeaux) entre 2005 et 2008. Les données utilisées ont été recueillies par la conduite d'une quinzaine d'entretiens semi-directifs visant à identifier et à saisir le fonctionnement d'un réseau d'experts en questions européennes gravitant autour de l'ODS. Ces entretiens ont été menés avec des élus de l'ODS particulièrement impliqués dans les affaires européennes, les conseillers en affaires européennes des leaders des grands partis tchèques et les employés des principaux *think tanks* spécialisés sur les questions européennes. Ils portaient sur les trajectoires de ces experts, la manière dont ils ont acquis leur connaissance de l'intégration européenne et leurs liens avec d'éventuels partenaires étrangers. Ces entretiens ont été complétés et recoupés par le recueil d'informations biographiques sur les sites internet des organisations et le cas échéant les pages personnelles des individus étudiés, ainsi que la collecte de la littérature grise de l'ODS et du *think tank* CEP (programmes partisans, recueils de textes).

## **1. Une spécialisation dans les questions européennes : les conseillers des leaders partisans**

L'élargissement de l'Union européenne a permis une accumulation rapide de ressources labellisées « européennes » par des acteurs jouant le rôle de courtiers entre espace politique national et espace européen en République tchèque dans les années 1990. L'étude des trajectoires de ces experts et du contenu de leur production montre que ce petit groupe de « spécialistes de l'Europe », constitué sur la base d'interconnaissances et d'une forte proximité avec les leaders partisans, a acquis ce statut par l'importation d'idées eurosceptiques libérales, principalement d'origine britannique, qu'ils se sont appropriées en les combinant à des référents politiques et intellectuels tchèques.

### ***1.1. Les experts de l'ODS : portrait d'un groupe hétéroclite***

---

parlementaire pour les questions européennes de 1998 à 2004) puis une place éligible sur la liste ODS pour les élections européennes de 2004. Il n'a cependant pas été réélu en 2009.

Deux individus ont fortement influencé la ligne de l'ODS sur l'intégration européenne. Il s'agit du fondateur et premier président du parti Václav Klaus<sup>4</sup>, aujourd'hui Président de la République tchèque, et de Jan Zahradil, député qui exerça de multiples fonctions en matière européenne au niveau national, avant de rejoindre le Parlement européen<sup>5</sup>. C'est à partir de l'entourage de ces leaders qu'a été identifié un groupe informel d'experts, qui ne compte pas plus d'une dizaine de personnes et dont l'action repose sur la constitution d'un réseau d'élites politiques et économiques dirigé vers une entreprise de conviction du personnel politique (Weisbein, 2007)<sup>6</sup>. Il s'agit d'une configuration relativement hétéroclite d'individus qui ont une certaine « ubiquité sociale », puisqu'ils occupent simultanément des positions dans divers secteurs (universitaire, économique, politique, médiatique). Si le groupe dans son ensemble couvre un espace social vaste (Boltanski, 1973), c'est à partir de positions individuelles souvent subordonnées : ces individus sont en retrait dans le champ politique (non élus, n'occupant pas de fonctions partisans officielles) comme dans le champ universitaire (s'ils possèdent tous un diplôme universitaire, ils jouissent d'une reconnaissance intellectuelle limitée ou tardive).

Une typologie des experts réunis autour de Jan Zahradil et de Václav Klaus permet de souligner la variété des trajectoires et des ressources qui fondent la légitimité à influencer la ligne de l'ODS sur l'Europe. De manière schématique se distinguent trois trajectoires militantes, déterminées par l'appartenance à différentes générations politiques<sup>7</sup> qui donnent lieu à des combinaisons variées de capital politique et intellectuel<sup>8</sup>.

### Trois trajectoires militantes

#### **1) La conversion des capitaux acquis sous le communisme par les *soixante-huitards* :**

illustrée par Miloslav Bednář, philosophe et ancien membre de l'opposition démocratique empêché d'exercer son métier pour des raisons politiques après l'obtention de son doctorat en 1973. Réhabilité en 1990, il obtient un poste de chercheur à l'Académie des Sciences. Sa formation intellectuelle repose sur le rejet du marxisme, l'adhésion au libéralisme et la valorisation des traditions politiques de la 1<sup>ère</sup> République tchécoslovaque symbolisées par les figures de Tomáš Garrigue Masaryk et František

<sup>4</sup> N'appartenant ni au parti ni à la dissidence, Václav Klaus incarne la « zone grise » de la société tchécoslovaque sous la normalisation. Exclu de l'Académie des Sciences en 1970, où il était employé comme chercheur, il fut nommé à un poste subalterne à la Banque d'Etat. Entre 1980 à 1986, Václav Klaus anima un séminaire mensuel informel réunissant chercheurs et étudiants en économie autour de la lecture de travaux d'économistes occidentaux. Il réintégra l'Académie des Sciences en 1987 pour travailler au Département de politique macro-économique de l'Institut de prévision économique.

<sup>5</sup> Né en 1963 et entré en politique en 1990, Jan Zahradil fut Secrétaire aux Relations internationales de l'ODS et conseiller du Premier ministre Václav Klaus pour les questions européennes (1992-1997), puis *shadow* ministre des Affaires étrangères (1998-2002). Il représenta le Parlement tchèque à la Convention sur l'Avenir de l'Europe (2002-2003) avant de conduire la liste ODS aux élections européennes de 2004. Il préside depuis la fraction de l'ODS au Parlement européen.

<sup>6</sup> Ils constituent un « réseau de croyants dont l'objectif principal n'est pas de satisfaire à des objectifs matériels mais plutôt de défendre une certaine vision de la construction européenne et des relations internationales, en essayant de faire adopter certaines politiques, certains projets et en faisant en sorte d'éduquer et de persuader les personnalités politiques au plus haut niveau » (Weisbein, 2007, p.41).

<sup>7</sup> On se réfère à la définition suivante de la génération politique de Richard et Margaret Braungart : « il y a génération politique lorsqu'un groupe d'âge historique se mobilise pour œuvrer au changement social et politique », (*cit in* Boumaza et Havard, 2009, p.183).

<sup>8</sup> Dans le cas tchèque on peut distinguer schématiquement trois générations politiques actives après la chute du communisme : les *soixante-huitards*, nés juste après la seconde guerre mondiale et impliqués dans le mouvement de libéralisation des années 1960 qui culmina dans le Printemps de Prague de 1968 ; la génération de la *normalisation* qui consolida le régime communiste dans une version orthodoxe de 1969 à 1989 ; la génération *postcommuniste* née dans les années 1970 et entrée dans l'âge adulte après le changement de régime.

Palacký<sup>9</sup>. En 1991, Miloslav Bednář préside la nouvelle section tchécoslovaque du Mouvement européen avant de démissionner en 1994. Il se rapproche de Václav Klaus en 1997, adhère à l'ODS en 1999 et intègre la commission des Affaires étrangères du parti en 2000 en tant que conseiller de Jan Zahradil pour les questions européennes et les relations germano-tchèques. Miloslav Bednář se prononce publiquement contre l'entrée dans l'UE lors du référendum d'adhésion de 2003.

### **2) L'ascension rapide de la génération *postcommuniste* :**

Jiří Brodský incarne cette génération d'individus nés dans les années 1970, possédant des capitaux cosmopolites – une connaissance des langues et une spécialisation en questions européennes attestée par un diplôme universitaire, qui reçoit une formation militante dans le mouvement de jeunesse de l'ODS, les Jeunes Conservateurs, avant d'être promu au rang de conseillers par les dirigeants partisans. Après l'obtention d'une maîtrise de science politique dans une université anglophone privée à Prague en 2001 et une année d'études à l'École d'Économie de Prague (VŠE), Jiří Brodský décroche un master en Questions européennes à la LSE de Londres en 2003. Il est embauché au Cabinet du Président de la République Václav Klaus en 2004 dont il devient, en janvier 2006, vice-directeur du Département des Affaires étrangères.

### **3) L'issue d'une carrière académique et politique inaboutie :**

c'est le cas de Petr Plecítý, qui obtient une maîtrise de science politique à l'Université Charles de Prague en 1996 et a des velléités de recherche dont témoignent quelques publications, mais qui renonce à entamer un doctorat. Membre de l'ODS et conseiller municipal d'un arrondissement de Prague, cet ami de jeunesse de Jan Zahradil effectue une carrière politique dans l'ombre de ce dernier : il le remplace à ses fonctions de Secrétaire international de l'ODS en 1997 mais échoue à obtenir un mandat parlementaire en 1998. Il entame alors une carrière de lobbyiste en affaires européennes. Placé à une position inéligible sur la liste de l'ODS lors des élections européennes de 2004, Petr Plecítý conserve un rôle informel de conseiller de Jan Zahradil.

Indépendamment de la diversité de leurs trajectoires et de leur appartenance générationnelle, les experts de l'ODS ont pour point commun d'appartenir à l'entourage direct des leaders partisans grâce à des relations tissées lors de leurs études ou de leurs premiers emplois, ce qui leur permet de compenser l'absence de position partisane officielle. La marginalisation de l'aile europhile de l'ODS après la scission de 1997, qui a donné à Václav Klaus et à son conseiller Jan Zahradil la haute main sur les questions européennes, a en effet permis la montée en puissance de leurs idées qui ont alors irrigué les programmes partisans<sup>10</sup>. La force de ces relations interpersonnelles explique la place donnée à une expertise qui repose pourtant sur l'acquisition rapide, voire hasardeuse, d'un savoir sur l'intégration européenne. Ces experts affirment tous avoir acquis leurs connaissances de manière non scolaire - soit par la lecture d'auteurs absents du cursus universitaire classique, soit par l'expérience directe de la construction communautaire dans leurs activités militantes. Leur discours relate un processus d'apprentissage « sur le tas » fondé sur le désenchantement, la rupture avec des visions « naïves » de l'intégration européenne - apprentissage au principe de la revendication d'une posture de « savant » et non « d'idéologue » (Weber, 1919).

Ainsi, Miloslav Bednář appuie sa critique de la forme actuelle de l'UE, qu'il considère comme une recherche de « troisième voie » entre capitalisme et communisme et un

---

<sup>9</sup> Respectivement sociologue, philosophe et président de la Tchécoslovaquie de 1918 à 1935 ; historien et homme politique du « Renouveau national » du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>10</sup> La tonalité critique de ces programmes s'est maintenue malgré les divisions internes sur l'Europe apparues après l'élection de Mirek Topolánek à la présidence de l'ODS en décembre 2002. Le groupe constitué autour de Zahradil et Klaus fut alors concurrencé par un courant mené par Topolánek qui, sans être pro-européen, était moins enclin à faire de la construction communautaire un enjeu partisan central. L'ambiguïté des positions de ce dernier est apparue dans son traitement du Traité de Lisbonne, dont il a défendu la ratification tout en en critiquant le contenu.

instrument de domination du couple franco-allemand, sur son expérience de la présidence du Mouvement européen tchécoslovaque :

« *Le Mouvement européen était juste en train d'émerger dans notre pays. Et j'avais une conception assez naïve de l'Union européenne, de l'intégration européenne. Je pensais que c'était quelque chose comme l'OTAN, une organisation intergouvernementale fondée sur l'égalité des droits de chaque membre, qu'ils soient de petits ou de grands Etats. C'est ainsi que j'ai commencé à diriger le Mouvement européen ici. Dès que j'ai rencontré mes collègues et que j'ai commencé à participer à des réunions à l'étranger, à des conventions à Bruxelles et ce genre de choses, je suis arrivé à la conclusion que les choses étaient bien différentes. J'ai commencé à avoir des doutes, puis des critiques, et j'ai ensuite systématiquement cherché à aboutir à une sorte d'alternative à ce projet d'intégration* »<sup>11</sup>.

Ces individus mettent ainsi en avant un « esprit critique » qui, par réaction au consensus universitaire pro-européen, les aurait conduit à faire leurs propres lectures sur l'intégration européenne en puisant dans les publications des cercles eurosceptiques britanniques. Ainsi l'ouvrage *The Tainted Source : the undemocratic origins of the European idea* (Laughland, 1997), qui voit dans les mouvements fascistes et nazis les origines intellectuelles du projet communautaire, est-il cité par tous comme ouvrage de référence. De même, Margaret Thatcher est mentionnée comme inspiration pour la réflexion sur l'intégration européenne, ainsi que le livre *The Great Deception : the Secret History of the European Union* qui dénonce la subordination insidieuse des Etats-nations européens aux institutions communautaires depuis les années 1950 (Booker et North, 2003). Cette formation intellectuelle transparaît dans leur propre production, qui mêle des référents issus de la pensée politique tchécoslovaque à une critique de l'intégration européenne rejoignant sur bien des points celle des eurosceptiques britanniques – notamment la dénonciation du déficit démocratique et de l'interventionnisme économique supposés être au cœur de l'acquis communautaire (Mischi, 2006).

## **1.2. La production d'un savoir politisé**

Ces conseillers partisans sont-ils des « experts » ou des « militants » ? La porosité de la frontière entre ces deux espaces apparaît pleinement dans le contenu de leur production : si elles répondent à des critères de véracité et d'argumentation et se rattachent à des travaux scientifiques plus ou moins reconnus par un système de citations, leurs publications sont mises au service de l'ODS. Cette argumentation idéologiquement orientée a un double usage : elle peut être intégrée aux programmes du parti et aux discours de ses dirigeants, ou être rendue publique sous forme de *Policy Papers* dont la dimension militante est euphémisée par l'affirmation d'une distance avec les positions officielles de l'ODS. Ce fut notamment le cas du *Manifeste de l'euroréalisme tchèque* (Plecitý et al, 2001) publié juste avant la Conférence idéologique du parti de 2001, qui combine les registres savant et militant : si ses auteurs mettent en avant leur capital universitaire comme caution scientifique et gage de neutralité idéologique, les principaux arguments de ce texte ont été repris dans les programmes électoraux ultérieurs de l'ODS.

La genèse de ce document est liée à la personne de Jan Zahradil. Contrairement aux experts dont les trajectoires ont été brièvement décrites ci-dessus, Jan Zahradil n'a pas de formation en sciences sociales puisqu'il est ingénieur chimiste. Pour l'élaboration de ce

---

<sup>11</sup> Entretien, 06.11.2006.

*Policy Paper*, il s'est entouré de représentants de différentes disciplines, à savoir la science politique (Petr Plecity), l'économie (Petr Adrián) et la philosophie politique (Miloslav Bednář). C'est dans le cadre de ses fonctions de *shadow* ministre des Affaires étrangères que Jan Zahradil, aidé de Petr Plecity, élabore en octobre 1999 un document semi-officiel de l'ODS intitulé *La politique étrangère. Les intérêts nationaux dans le monde réel* (Zahradil, 1999). Dans ce tour d'horizon de la politique étrangère tchèque réalisé un an après le lancement des négociations d'adhésion à l'UE, la thématique européenne occupe une place parmi d'autres. Déplorant le caractère « inexistant » du débat européen en République tchèque, Jan Zahradil constitue un groupe informel d'experts pour produire un texte détaillé sur ce thème. Un de ses auteurs décrit ainsi la genèse de ce texte :

« Nous avons décidé de formuler plus clairement les positions du parti sur l'Union européenne [et] de rédiger un document qui ne serait pas officiellement un document de l'ODS pour pouvoir être plus précis, plus clairs, mais aussi pour que ce document n'ait pas à être approuvé par l'ODS et qu'il ne cause pas de problème dans le parti. Donc nous en avons fait un document du *shadow* ministre des affaires étrangères. Immédiatement, de nombreux débats ont éclaté. Beaucoup de gens nous ont appelés « extrémistes », « eurosceptiques », etc. Ils disaient : "Jan Zahradil ne devrait pas signer ce document, il est trop radical, il devrait être signé par des intellectuels" »<sup>12</sup>.

La présentation de soi des auteurs du Manifeste témoigne ainsi de leur volonté de valoriser un capital fondé sur le mérite scolaire et la compétence, quitte à surévaluer les titres et l'expérience universitaire de certains d'entre eux. Ayant ainsi fait la preuve de leur légitimité scientifique, les auteurs justifient leur entreprise par la volonté de lancer « un véritable débat » sur l'intégration européenne en République tchèque :

« L'adhésion à l'Union européenne [...] a été réduite à un simple apprentissage technique et administratif de la mise en œuvre de la législation communautaire. [...] Or l'adhésion de la République tchèque à l'UE serait une décision profondément politique. Elle s'accompagnerait du plus grand transfert volontaire de souveraineté à une entité supranationale que notre pays ait accompli dans son histoire moderne. Il est par conséquent temps de cesser de voir notre adhésion à l'UE dans des termes superficiels, comme une ligne symbolique nous séparant de notre passé dans l'empire socialiste ou de notre présent dans l'espace postcommuniste. Nous devons comprendre à quelles conditions nous rejoindrions l'UE, comprendre l'état actuel de l'Union et analyser comment elle se développera dans les prochaines années. Nous devons décider quelles formes de l'UE seraient les plus avantageuses ou désavantageuses pour nous. Et enfin, nous devons décider quelle vision de l'UE nous soutiendrons si et quand notre pays en deviendra un membre à part entière » (Zahradil et al, 2001).

Le Manifeste propose une évaluation générale de l'intégration européenne, dans une optique « réaliste » ou « intergouvernementale » présentée comme favorable aux petits Etats. L'UE est vue comme « une confrontation pacifique d'intérêts » entre les institutions communautaires, entre ces dernières et les Etats membres, et entre ceux-ci. Deux impasses de la construction européenne sont longuement dénoncées : les réglementations économiques excessives et le déficit démocratique. Le texte présente également une forte critique de l'orientation « fédéraliste » de la construction communautaire, sous-tendue par une certaine germanophobie qui conduit ses auteurs à chercher des alliés soit dans « le groupe du Nord » (Grande-Bretagne et pays scandinaves), soit parmi les pays « très atlantistes » (Portugal et Pays-Bas). L'image d'une nation pragmatique, cultivée, modérée, est mobilisée pour appeler

---

<sup>12</sup> Entretien, 07.11.2006.

au retour à une conception authentique de la démocratie qui serait aujourd'hui dévoyée dans l'Union européenne. Ce faisant sont réactivés des référents politiques tchèques traditionnels, à savoir une certaine suspicion envers l'Allemagne et une glorification des « traditions démocratiques nationales » ancrée dans la conception masarykienne du sens de l'histoire.

L'usage du registre scientifique permet aux experts de l'ODS de prendre des positions qui, en raison de leur distance avec le consensus pro-européen dominant, auraient été coûteuses pour le parti si elles avaient eu un caractère officiel. Le Manifeste évoque ainsi des alternatives à l'entrée dans l'UE comme l'adhésion à l'Espace Economique Européen suivant le modèle norvégien, la « solution bilatérale » suivant le modèle suisse, ou un renforcement des liens transatlantiques par une adhésion à l'ALENA. Le texte se prononce également contre l'adoption de la Charte des Droits Fondamentaux de l'UE, l'entrée dans la zone euro, et le renforcement de la PESC. Il prône une intégration fondée sur la « flexibilité », dans laquelle certains Etats membres pourraient former une avant-garde sans être freinés par les autres. Le Manifeste se clôt sur la dénonciation des théories qui « prônent l'inévitable extinction et le démantèlement des États nations sous l'effet de la mondialisation économique », et affirme qu'il est impossible de créer de manière artificielle une identité et une nation politique européennes.

Après les débats animés suscités par ce *Policy Paper*, ses auteurs publient en octobre 2001 une *Réponse aux critiques du Manifeste de l'euro-réalisme tchèque*. Ce second texte adopte la posture classique d'une littérature eurosceptique marginalisée dans le champ universitaire et politique, à savoir la dénonciation de « la collusion des élites » et d'une « propagande pro-européenne » directement financée par l'UE. Les auteurs y soulignent leur indépendance économique et intellectuelle ainsi que l'écho qu'aurait rencontré leur réflexion jusque dans les institutions communautaires. Ils dénoncent les journalistes et intellectuels tchèques qui voient dans ces critiques de l'intégration européenne une source d'affaiblissement de la candidature du pays à l'UE, faisant référence au vocabulaire communiste pour associer leurs détracteurs au régime précédent :

« Nous sommes profondément déçus par cette attitude. Ceux qui la propagent renouvellent en quelque sorte la mentalité de protectorat et la susceptibilité dogmatique qui caractérisaient pendant quarante ans, dans notre pays, la propagande communiste contre ceux qui non seulement se permettaient de se comporter autrement que selon les consignes officielles, mais qui rendaient même leurs opinions publiques. Cette drôle de réminiscence des années 1970 et 1980 provient aussi du fait que le Manifeste n'a pas été publié dans son intégralité par les médias tchèques [...] et qu'on parle du « dénommé » Manifeste et des « dénommés » euro-réalistes » (Zahradil et al, 2001).

La contestation de la construction communautaire par les experts européens de l'ODS repose sur une hybridation entre d'une part des référents politiques traditionnels tchèques, et d'autre part le libéralisme, idéologie valorisée en tant que « lieu de l'utopie » par une partie des intellectuels sous le communisme, puis cadre global des transformations postcommunistes (Hadjiisky, 2006). C'est sur la centralité de la référence au libéralisme économique dans la critique de l'intégration européenne de l'ODS que porte la seconde partie de cet article.

## **2. L'économie libérale comme assise de la critique de l'intégration européenne**

La prédominance du libéralisme, comme symbole de la rupture avec le communisme et outil de légitimation du nouvel ordre politique démocratique, a eu pour conséquence la valorisation des compétences économiques dans la définition de l'excellence politique après

1989 en République tchèque (Pickel, 1995, Dulong, 1996, Gaïti, 1998, Hadjiisky, 1999). La saillance de la critique économique dans le discours de l'ODS sur l'Europe tient tant à des motivations internes - renforcer l'ancrage de ce parti dans l'espace politique national en l'aidant à se distinguer de ses concurrents conservateurs et légitimer son chef Václav Klaus en tant que dirigeant - qu'à des raisons externes, puisqu'elle assure une insertion dans la communauté libérale internationale qui se donne à voir dans l'intégration aux réseaux eurosceptiques anglo-saxons et dans une forte proximité avec le parti conservateur britannique<sup>13</sup>.

### *2.1. Des usages internes de la compétence économique dans le discours sur l'Europe*

La qualité de marqueur identitaire des prises de position sur l'intégration européenne a fait de ces dernières une ressource non négligeable pour la définition des identités partisanes dans les pays postcommunistes. L'ODS a utilisé les questions européennes pour se démarquer de ses concurrents les plus proches, à savoir le parti conservateur ODA (Alliance civique démocratique), le parti libéral US (Union de la Liberté) et le parti chrétien-démocrate KDU-ČSL (Union chrétienne-démocrate Parti populaire tchécoslovaque), tous trois très favorables à l'intégration européenne<sup>14</sup>. La critique de l'intégration européenne au nom de la légitimité du sentiment national et les positions économiques libérales concordaient pour placer l'euroscepticisme au cœur de l'identité « libérale-conservatrice » de l'ODS.

Tout en définissant son offre politique par une référence au libéralisme anglo-saxon, l'ODS s'est aussi saisi de référents nationaux pour ancrer celui-ci dans l'espace politique tchèque. Son programme électoral de 1992 évoque ainsi « un parti conservateur tentant de préserver et de renouveler pour le futur les valeurs fondamentales de la civilisation chrétienne européenne et les traditions démocratiques de la Tchécoslovaquie » (ODS, 1992). Dans cette perspective, le « modèle tchèque » tient d'une tradition démocratique, d'un attachement à la raison et d'une préférence pour l'évolution spontanée de l'ordre social par rapport aux constructions « artificielles ». C'est sur ces principes, supposés dévoyés par le système politique communautaire, que s'appuie la critique de l'intégration européenne développée par les dirigeants de l'ODS. Dans nombre de ses discours Václav Klaus se réfère ainsi aux « traditions démocratiques tchèques » et à la pensée de Masaryk pour rappeler que la civilisation européenne est fondée sur le respect du pluralisme, et que l'intégration européenne ne saurait avoir pour finalité l'unification du continent (Klaus, 2001).

La dimension économique du libéralisme est cependant essentielle dans la définition du positionnement idéologique de l'ODS, notamment sous l'effet de la concurrence qui l'oppose à un conservatisme traditionaliste. Celui-ci met l'accent sur le rétablissement de la continuité historique et la restauration des valeurs traditionnelles de la société tchèque, alors que les « Jeunes Economistes » réunis autour de Václav Klaus défendent un « ordre social spontané » organisé par le marché, fondé sur l'efficacité économique et la possibilité pour chaque individu de défendre ses intérêts en l'absence de tout « constructivisme social ». Cette

---

<sup>13</sup> Plusieurs réseaux eurosceptiques existent en République tchèque dont certains ne sont pas liés à l'ODS, comme les réseaux d'extrême-droite (par exemple les « Citoyens contre l'UE » apparus au moment du référendum d'adhésion de 2003) ou les groupes constitués autour des anciens eurodéputés Jana Bobošíková et Vladimír Železný. Le réseau le plus actif, « D.O.S.T. (Důvěra, Objectivika, Svoboda, Tradice) » (Confiance, Objectivité, Liberté, Tradition) a cependant été créé en 2008 pour soutenir Václav Klaus dans son refus de signer le Traité de Lisbonne. Petr Mach, un proche de ce dernier, est l'un de ses membres fondateurs.

<sup>14</sup> L'ODA gouverna en coalition avec l'ODS de 1992 à 1997 avant d'être marginalisé puis de disparaître. Le parti US fondé en 1998 gouverna également en coalition avec trois autres partis conservateurs, dont l'ODS, de 1999 à 2002 avant de connaître le même sort. La petite formation chrétienne-démocrate KDU-ČSL, créée en 1919, est quant à elle toujours active au niveau national et européen.

valorisation du libéralisme économique est étroitement liée à la personne de Václav Klaus, qui en a fait le socle de sa légitimité à mener les transformations postcommunistes (Klaus et Ježek, 1991, Hanley, 1999, Hadjiisky, 1999).

Le premier président de l'ODS mobilise également son capital universitaire dans ses prises de position sur la construction communautaire, puisqu'il fait de fréquentes références à la théorie économique libérale et emploie volontiers un ton professoral. Cette revendication de scientificité a pour objectif de réfuter les accusations d'euro-scepticisme mais aussi de prononcer une disqualification « objective », irréfutable, de ses adversaires. Le recueil de textes écrits par Václav Klaus sur l'intégration européenne, sélectionnés et publiés par le *think tank* CEP en 2001 permet de pointer les constantes de sa réflexion, indépendamment du type de discours produit et du public visé<sup>15</sup>. Il oscille en permanence entre un discours savant appuyé sur les écrits de Friedrich von Hayek et Milton Friedman, un style polémique émaillé de néologismes visant à disqualifier ses adversaires<sup>16</sup>, et un rappel de son expérience personnelle du communisme et de sa chute.

Estimant que l'Europe occidentale comme l'Europe centrale traversent une période de crise, Václav Klaus revendique ainsi en 1994, avant même que la République tchèque dépose officiellement sa candidature à l'adhésion à l'UE, une attitude critique envers un modèle « d'économie sociale de marché » qu'il juge dépassé :

*« La conception contemporaine de l'intégration européenne était fondée sur des paradigmes idéologiques de la première moitié du XXème siècle. [...] A cette époque existaient de nombreuses visions d'une réglementation mondiale ou continentale qui se serait ajoutée à l'interventionnisme bureaucratique étatique qui existe au niveau national. Aujourd'hui la majorité d'entre nous a une vision du monde totalement différente et ceci doit tôt ou tard se refléter (bien souvent contre les intérêts de la bureaucratie communautaire) dans la forme d'intégration européenne retenue. Si nous avons plus confiance dans le marché libre, le commerce libre et moins confiance dans l'ingénierie politique et bureaucratique, nous serions plus enclins à défendre une conception plus libre de l'intégration » (Klaus, 2001, p.43).*

Václav Klaus aime aussi à souligner que les pays postcommunistes ont eu une expérience de première main de la centralisation économique et de la bureaucratie qui les rend particulièrement sensibles aux tentatives « dirigistes » de certains courants communautaires. C'est sous cet angle qu'il s'appuie sur Hayek et Friedman pour inviter à une intégration des économies européennes par la dérégulation, et non par la recherche utopique d'une « troisième voie » ou de l'intégration supranationale.

L'argumentation de Klaus sur l'union économique et monétaire (UEM), sujet de prédilection auquel il consacre de nombreux passages de ses discours sur l'Europe, illustre autant que ses interventions dans les forums économiques internationaux la valorisation de ses compétences économiques. Ainsi dans un discours prononcé en 2001 à l'Institut britannique de relations internationales de Chatham House, il se prévaut d'abord de sa formation pour énoncer, sur le ton de l'évidence, les conséquences négatives de ce projet :

*« Pour ce qui concerne l'UEM, en tant qu'économiste j'ai essayé de manière répétée de démontrer que l'Europe n'est pas une zone monétaire optimale (au sens économique courant). Les arguments sont bien connus et exposés dans tous les manuels ».*

---

<sup>15</sup> Certains textes sont des articles publiés dans la presse tchèque et étrangère (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *The Economist*, *The Financial Times*), tandis que d'autres sont issus de discours prononcés à l'occasion de conférences organisées par l'ODS, de sommets de Davos ou de remises de prix comme le Prix Konrad Adenauer (Klaus, 2001).

<sup>16</sup> Qualifiés au fil du temps « d'euro-naïfs », « d'européistes » ou encore « d'euro-ignorants ».

Et il poursuit, rappelant sa trajectoire expérience personnelle pour donner plus de poids à sa démonstration :

« *J'ai une expertise très spéciale en matière d'unions monétaires. J'étais le dernier ministre des Finances d'une union monétaire en voie de dissolution appelée la Tchécoslovaquie. Et je connais les inévitables transferts fiscaux et l'impossibilité de les réaliser sans un arrière-plan politique fort [...]. Il y a dix ans nous avons été témoins d'une autre unification monétaire, appelée Allemagne. Les coûts ont été énormes. Ceci renforce mes arguments et mes réserves théoriques* » (Klaus, 2001, p.220).

Václav Klaus réfute ainsi l'étiquette « eurosceptique » au nom de la science et de l'esprit critique, rappelant que le droit au débat constitue l'antithèse des régimes autoritaires comme les systèmes de type soviétique. C'est aussi au nom du pragmatisme scientifique, d'une analyse fondée sur la raison et non la passion qu'il disqualifie ses adversaires en leur reprochant d'utiliser uniquement des arguments « idéologiques », et de se bercer d'illusions quant au succès de l'UEM ou à l'émergence d'un « peuple européen ». A un style volontiers polémique Václav Klaus associe ainsi une référence à « l'économie comme vérité objectivée, scientifique, avérée par l'expérience » (Hadjiisky, 2006, p.165).

## **2.2. L'insertion dans un réseau libéral international**

La valorisation des compétences économiques favorise l'insertion de l'ODS dans une communauté transnationale eurosceptique qui prend simultanément une forme réticulaire par l'intermédiaire du *think tank* CEP, et une forme partisane à travers une coopération soutenue avec le parti conservateur britannique. L'affiliation à des groupes transnationaux dont les têtes de pont se trouvent aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne permet en retour à l'ODS de gagner en légitimité sur le plan national.

Le *think tank*<sup>17</sup> Centre pour l'Economie et la Politique (CEP) représente un instrument de sociabilité élitaire qui organise la circulation des idées eurosceptiques autour et au sein de l'ODS, en donnant à ses dirigeants les profits de la légitimité scientifique et de la liberté de parole des intellectuels. Par l'organisation de conférences et la publication d'ouvrages, il constitue un lieu où la distinction entre savant et militant, entre universitaires et acteurs politiques, est relativisée<sup>18</sup>.

Le CEP définit sa mission comme consistant à diffuser les idées libérales, en toute indépendance par rapport à l'espace politique tchèque. Or à y regarder de plus près, cette structure entretient une relation de grande proximité avec l'ODS. En témoignent sa création par Václav Klaus après qu'il perdit le pouvoir en 1998, ainsi que la composition de son conseil d'administration qui compte trois membres : Václav Klaus, qui le préside ; son directeur de cabinet Jiří Weigl, docteur en économie et ancien étudiant de son séminaire informel des années 1980 ; Karel Steigerwald, dramaturge, ancien membre de l'opposition démocratique et éditorialiste au journal conservateur *Mladá Fronta Dnes*. Par ailleurs son secrétaire exécutif Petr Mach, qui présidait le mouvement des Jeunes Conservateurs avant d'être nommé à la tête du CEP lors de sa création, est conseiller d'un eurodéputé de l'ODS. Enfin, le CEP offre des débouchés éditoriaux fréquents à Václav Klaus sous forme de recueils

---

<sup>17</sup> On reprend la définition suivante des *think tanks* : « des lieux et des groupes de conseil, d'expertise scientifique à usage politique, qui se veulent relativement indépendants tant par rapport à l'Etat et aux universités que par rapport à la société civile », (Defaud, 2002, p.81-82).

<sup>18</sup> Cette distinction est au principe des processus de « légitimation croisée (hauteur et universalisation de l'analyse des intellectuels d'une part, efficacité de la capacité d'influence du politique à transformer le réel, d'autre part ) » qui sont la raison d'être des *think tanks* (Verrier, 2002, p.97).

de discours ou d'invitations à rédiger les préfaces de publications. Celles-ci portent dans leur majorité sur les questions monétaires et fiscales, et sur l'intégration européenne (en particulier les réformes institutionnelles et l'UEM). Ceci correspond aux compétences de ses dirigeants, puisque Petr Mach est spécialiste de la fiscalité et que les questions monétaires constituent le centre d'intérêt principal de Václav Klaus et de Jiří Weigl.

Un rapide examen des auteurs et du contenu des publications du CEP illustre cette hybridation entre espaces savant et politique : les auteurs publiés, qu'ils soient tchèques ou étrangers, acteurs politiques ou universitaires, sont tous proches des réseaux conservateurs et libéraux internationaux. Des recueils d'articles de presse et de discours de dirigeants de l'ODS (Jan Zahradil, Václav Klaus) constituent un premier type de publications. Les ouvrages d'experts au statut universitaire plus assuré réunissent des articles journalistiques et des textes inédits répondant aux canons scientifiques (notes et références à la littérature existante, démonstration causale, une certaine élaboration théorique)<sup>19</sup>. Le second type de publications consiste en des recueils de textes présentés lors des séminaires du CEP, souvent précédés d'une préface de Václav Klaus ou de ses conseillers. Ainsi, le livre intitulé *L'échec de la constitution européenne – recueil de textes* (CEP, 2005) comprend des textes de l'universitaire eurosceptique irlandais Anthony Coughlan<sup>20</sup>; des discours du président de l'ODS Mirek Topolánek et de Jan Rokita, président du parti conservateur polonais Plateforme Civique ; des articles de journalistes et d'universitaires proches du CEP ; des « textes complémentaires » rédigés par les experts européens de l'entourage de Václav Klaus (dont Jiří Weigl, Jiří Brodský et Petr Mach).

Malgré sa taille réduite, le CEP bénéficie de moyens matériels non négligeables<sup>21</sup> et favorise par ses activités la socialisation des élites politiques et intellectuelles tchèques et leur intégration à trois types de réseaux. Il s'agit tout d'abord des réseaux libéraux alimentés par certaines fondations américaines à travers des programmes de « soutien à la démocratie » (Guilhot, 2001) dans les pays postcommunistes. Ainsi le CEP revendique-t-il des liens avec les deux *think tanks* « pro-marché » que sont la Foundation for Economic Education<sup>22</sup> et le Cato Institute<sup>23</sup>, ainsi qu'avec les organisations locales qui leur sont affiliées. À travers la personne de Václav Klaus, le CEP est également associé aux activités de la Société du Mont Pèlerin créée en 1947 par Friedrich von Hayek et Wilhelm Röpke (Denord, 2002). Václav Klaus participe en effet aux réunions de ce club politique très fermé, et a publié des textes dans ce cadre<sup>24</sup>. Enfin les réseaux eurosceptiques conservateurs britanniques constitués de journalistes, d'acteurs politiques, et d'universitaires relativement marginalisés parmi les spécialistes de l'intégration européenne, sont particulièrement investis par l'ODS à travers des activités communes et des publications croisées. Ainsi le Groupe de Bruges<sup>25</sup>, créé en 1988 dans le sillage du « discours de Bruges » dans lequel Margaret Thatcher exposait sa vision de

---

<sup>19</sup> Cette hybridation apparaît par exemple dans un ouvrage de Miloslav Bednář reprenant des essais et d'anciens articles de journaux et introduit par une préface de Jan Zahradil (Bednář, 2003).

<sup>20</sup> Professeur d'économie et de politique sociale à Trinity College à Dublin, secrétaire du réseau eurosceptique irlandais *Platform EU Research and Information Centre*, farouche opposant à l'UEM.

<sup>21</sup> Il emploie seulement deux personnes à temps partiel en plus de son secrétaire exécutif, et dispose d'un budget d'environ 100.000 euros par an provenant essentiellement de donateurs privés.

<sup>22</sup> Créée en 1946 pour promouvoir « la philosophie de la liberté » et « argumenter en faveur du caractère sacré de la propriété privée, de la liberté individuelle, de l'Etat de droit, et de la supériorité morale du choix individuel et de la responsabilité sur la coercition », cf <http://www.fee.org>.

<sup>23</sup> Créé en 1977 afin « d'étendre les paramètres du débat de politique publique pour prendre en considération les principes traditionnels américains de gouvernement limité, de liberté individuelle, de marché libre et de paix », cf <http://www.cato.org>.

<sup>24</sup> <http://www.crce.org.uk/publications/eu-enlargement>.

<sup>25</sup> <http://www.brugesgroup.com>.

l'intégration européenne comme association d'Etats-nations, reçoit régulièrement Václav Klaus. De même, l'organisation European Foundation créée lors des débats sur le Traité de Maastricht par le député conservateur britannique Bill Cash<sup>26</sup>, connu pour ses positions germanophobes et anti-fédéralistes, a publié dès octobre 2001 une traduction anglaise du *Manifeste de l'Euroréalisme tchèque*. Cette fondation compte Jan Zahradil parmi les membres de son Conseil international et Václav Klaus y prononce régulièrement des discours.

Il existe ainsi un continuum entre ce militantisme réticulaire transnational et la coopération partisane entre l'ODS et les Tories. Dès sa création en 1991, l'ODS a fait du Parti conservateur britannique son modèle sur le plan de l'idéologie comme de l'organisation, et Václav Klaus a à de nombreuses reprises exprimé son admiration pour Margaret Thatcher<sup>27</sup>. Les eurodéputés de l'ODS sont, depuis l'élargissement de l'UE, un partenaire privilégié des Tories au Parlement européen. Leur étroite collaboration date du vote sur le Traité constitutionnel européen de 2004, auxquels les deux partis se sont opposés. Les délégations britannique et tchèque ont alors obtenu un « droit de tendance » au sein du PPE-DE<sup>28</sup> qui leur permettait de garder leur liberté de vote en matière institutionnelle et de ne pas soutenir la composante démocrate-chrétienne historique du PPE jugée trop « fédéraliste ». Leur rapprochement s'est poursuivi par une scission commune du PPE-DE en juin 2009, pour créer le Groupe des Conservateurs et des Réformistes européens. Avec 9 élus, la délégation tchèque en est la troisième composante par ordre de taille<sup>29</sup>, et Jan Zahradil est l'un des vice-présidents de ce groupe. L'influence de l'ODS en son sein apparaît également sur le plan idéologique : la Déclaration de Prague de mars 2009, qui constitue le cadre de référence commun à ses membres, expose ainsi dix principes qui épousent les positions européennes de l'ODS - notamment la « valeur incomparable » de l'OTAN par opposition à une défense européenne, le respect de l'intégrité territoriale de l'Etat et du principe de subsidiarité, la lutte contre la bureaucratie, et le traitement équitable de tous les Etats membres de l'UE indépendamment de leur taille et date d'adhésion (ECR, 2009).

## Conclusion

C'est par son expertise en matière européenne que l'ODS réussit à rejeter l'étiquette « d'eurosepticisme », malgré la radicalité des prises de position de ses dirigeants, et à compter parmi les acteurs politiques tchèques les plus légitimes. Cette expertise européenne, en tant qu'hybridation de discours politiques et savants, s'appuie sur des référents politiques tchèques tout en empruntant largement au libéralisme anglo-saxon. Le cas de l'ODS témoigne de ce que l'idéologie euroseptique possède une matrice commune (le refus de la régulation économique au niveau communautaire et la dénonciation du déficit démocratique de l'UE) et des déclinaisons nationales définies selon les principes de légitimation qui régissent la compétition politique. L'analyse sociologique des experts européens de ce parti souligne les

---

<sup>26</sup> La Fondation européenne se donne pour mission de « mener une campagne vigoureuse en Grande-Bretagne et dans le reste de l'Europe pour réformer l'Union européenne en en faisant une communauté d'Etats libre-échangistes et souverains », cf <http://www.europeanfoundation.org>.

<sup>27</sup> Il s'exprimait ainsi dans un discours prononcé au Congrès du parti conservateur britannique en 1995 : « *Nous nous sommes inspirés de la révolution thatchérienne [...], nous avons repris son style politique visionnaire et ses idées claires, limpides et simples, son style politique audacieux et précurseur. Nous avons été impressionnés par le succès avec lequel vous avez résolu un problème humain fondamental : placer l'être humain au premier plan et l'Etat au second* » (Klaus, 2001, p.79).

<sup>28</sup> Parti populaire européen-Démocrates européens : premier groupe politique au Parlement européen, de tendance démocrate-chrétienne.

<sup>29</sup> Ce groupe compte 54 membres, dont les 25 eurodéputés Tories et les 15 élus du parti polonais Droit et Justice, auxquels se sont ajoutés 5 membres individuels d'autres partis conservateurs.

aléas de leur spécialisation et leur diversité en termes de propriétés sociales, de trajectoires professionnelles et politiques pendant et après le communisme.

Les conditions dans lesquelles ces acteurs s'engagent dans la production et la diffusion de ce savoir politisé témoignent du caractère « bricolé » d'une expertise résultant de multipositionnements entre espace politique et espace intellectuel, de la part d'individus souvent marginaux dans le champ universitaire mais très proches des leaders partisans. Cette analyse a montré ce que ces experts doivent à l'espace transnational – qui s'avère indispensable pour l'acquisition d'un savoir sur l'intégration européenne et de capitaux cosmopolites, et pour l'insertion dans des réseaux eurosceptiques qui représentent une source de légitimité valorisée au niveau interne. Ceci souligne la nécessité de considérer la circulation entre plusieurs espaces sociaux, et entre les espaces politiques nationaux et européen, pour comprendre comment la critique de la construction communautaire se déploie au-delà des seules arènes politiques nationales.

## Références bibliographiques

- BEDNÁŘ M., 2003 *Evropanská tyránie. Česká státní idea, Evropská integrace a demokratická civilizace* (La tyrannie européenne. L'idée tchèque de l'Etat, l'intégration européenne et la civilisation démocratique). Prague : CEP.
- BOLTANSKI L., 1973 L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe, *Revue française de sociologie*, XIV, p.3-26.
- BOOKER C. and NORTH R., 2003 *The Great Deception: the Secret History of the European Union*. New York, London: Continuum.
- BOUMAZA M. et HAVARD J.-F., 2009 Générations politiques : regards comparés. Avant-propos au thème, *Revue internationale de politique comparée*, vol.16, n°2, p.183-188.
- CEP, 2005 *Krach evropské ústavy. Sborník textů* (Le krach de la Constitution européenne. Recueil de textes). Prague : CEP.
- COSTA O., ROGER A. et SAURUGGER S., 2008 Les remises en cause de l'intégration européenne, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, n°4.
- DEFAUD N., 2002 La forme *think tank* et l'expertise internationaliste, in Defaud N. et Guiader V. Discipliner les sciences sociales. Les usages sociaux des frontières scientifiques, *Cahiers politiques*, p.79-95.
- DENORD F., 2002 Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°145, p.9-20.
- DEZALAY Y. et RASK MADSEN M., 2006 La construction européenne au carrefour du national et de l'international. In Cohen A., Lacroix B. et Riutort P., *Les formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique, du XVIIIe siècle à nos jours*. Paris : PUF, p.277-296.
- DULONG D., 1996 Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la Vème République, *Politix*, n°35, p.109-130.
- ECR, 2009 The Prague Declaration of Principles of the European Conservatives and Reformists Group in the European Parliament.
- GAÏTI B., 1998 *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*. Paris : Presses de Sciences Po.
- GEORGAKAKIS D., 2002 *Les métiers de l'Europe politique. Acteurs et professionnalisations de l'Union européenne*. Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg.
- GUILHOT N., 2001 Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°139, p.53-65.
- HADJIISKY M., 1999 La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996), *Politix*, n°47, p.63-88.
- HADJIISKY M., 2006 Les économistes au pouvoir. De l'usage d'une expertise professionnelle dans la construction des nouvelles démocraties centre-européennes, in Andreff W., *La transition vers le marché et la démocratie : Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*. Paris : La Découverte, p.146-172.
- HANLEY S., 1999 The New Right in the New Europe ? Unravelling the Ideology of « Czech Thatcherism », *Journal of Political Ideologies*, vol. 4, n°2, p. 163-189.
- HARMSSEN R. et SPIERING M., 2004 Euroscepticism : party politics, national identity and European integration, *European Studies*, n°20.
- HARMSSEN R., 2005 L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un « non-clivage », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n°1, p.77-94.
- KAUPPI N., 2005 *Democracy, Social Resources and Power in the European Union*. Manchester : Manchester University Press.

- KLAUS V. et JEŽEK T., 1991 Social Criticism, False Liberalism and Recent Changes in Czechoslovakia, *East European Politics and Societies*, vol.3, n° 1, p. 26-40.
- KLAUS V., 2001 *Evropa pohledem politika, pohledem ekonomu* (L'Europe du point de vue de l'homme politique, du point de vue de l'économiste). Prague : CEP.
- LAUGHLAND J., 1997 *The Tainted Source : the undemocratic origins of the European idea*. London: Little, Brown.
- MISCHI J., 2006 Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique?, *Critique internationale*, n°32, p.79-101.
- NEUMAYER L., ROGER A. et ZALEWSKI F., 2008 *L'Europe contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*. Paris : Houdiard.
- NEUMAYER L., 2006 L'enjeu européen dans les compétitions partisans en Europe centrale, *Revue française de science politique*, vol.56, n°5, p.789-811.
- ODS, 1992 *Politický Program ODS* (Programme politique de l'ODS).
- PICKEL A., 1995 Official Ideology ? The Role of Neoliberal Economic Reform Doctrines in Post-Communist Transformation, *Polish Sociological Review*, vol. 4, n°112, p. 361-375.
- SZCZERBIAK A. et TAGGART P., 2008 *Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*. Oxford: Oxford University Press.
- VERRIER B., 2002 Expert, idéologue, militant : la production d'une ressource socialiste (1964-1969). In Hamman P., Méon J.-M. et Verrier B. *Discours savants, discours militants : mélange des genres*. Paris : L'Harmattan, p.83-107.
- WAGNER A.-C., 1998 *Les nouvelles élites de la mondialisation : une immigration dorée en France*. Paris : PUF.
- WEBER M., 1959 [1919] *Le savant et le politique*. Paris : Plon.
- WEISBEIN J., 2007 Les mouvements fédéralistes ou les entrepreneurs déçus d'une Europe politique (années 1950-1960). In Baisnée O. et Pasquier R. *L'Europe telle qu'elle se fait. Européanisation et sociétés politiques nationales*. Paris : Presses du CNRS, p.35-54.
- ZAHRADIL J., 1999 *Zahraniční Politika – národní zájmy v reálném světě* » (La politique étrangère – les intérêts nationaux dans le monde réel). Prague.
- ZAHRADIL J. et al., 2001 *Manifest českého eurorealismu* (Manifeste de l'euroréalisme tchèque). Prague.
- ZAHRADIL J. et al., 2001 *Odpověď kritikům Manifestu českého eurorealismu* (Réponse aux critiques du Manifeste de l'euroréalisme tchèque). Prague.